

TURQUIE**Le SG de l'Otan attendu aujourd'hui à Ankara**

Le secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), Anders Fogh Rasmussen, est attendu jeudi en Turquie pour des entretiens avec les responsables turcs sur des questions d'intérêt commun, a-t-on annoncé mercredi à Ankara. Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères, M. Rasmussen prendra part, au cours de sa visite de deux jours, à un repas de rupture de jeûne (Iftar) avec le Premier ministre turc, Recep Teyyip Erdogan, suivi d'entretiens portant notamment sur les relations entre la Turquie et l'Otan et l'évolution de la situation au Pakistan et en Afghanistan.

A la veille de sa visite en Turquie, M. Fogh Rasmussen a invité Ankara à élargir le mandat de ses troupes en Afghanistan et participer à la lutte antiterroriste dans ce pays. L'envoi de «troupes de combat dans ce pays serait accueilli avec beaucoup de satisfaction», a-t-il indiqué dans un entretien avec un journal turc publié mercredi. La Turquie a déployé quelque 730 soldats d'infanterie dans le cadre de l'Isaf, la Force internationale d'assistance à la sécurité, conduite par l'Otan en Afghanistan. Lors de sa visite à Ankara, le chef de l'Otan sera reçu également par le président turc Abdullah Gul et rencontrera les ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, de la Défense, Vecdi Gonul, et le chef d'état-major de l'Armée, le général Ilker Basbuk. A travers son déplacement en Turquie durant le mois sacré du Ramadan, M. Rasmussen vise, a-t-on indiqué, à faire preuve de l'ouverture de l'Otan sur le monde musulman.

PALESTINE**L'ONU en faveur du projet palestinien de création d'un État indépendant d'ici à 2011**

Le Coordonnateur spécial des Nations unies pour le processus de paix au Proche-Orient, Robert Serry, a salué le programme d'action présenté par le Premier ministre palestinien, Salam Fayyad, prévoyant la création d'un Etat palestinien d'ici à 2011.

«Je salue l'annonce par le Premier ministre Fayyad aujourd'hui et attend d'examiner de près le projet qu'il a dévoilé», a indiqué M. Serry.

«Comme il me l'a expliqué, ce projet s'appuie sur les efforts significatifs menés au cours des deux dernières années par l'Autorité palestinienne pour renforcer ses capacités», a-t-on ajouté dans un communiqué.

«En continuant dans cette voie, l'Autorité palestinienne met au défi tous les autres acteurs de prendre leurs responsabilités et de manière déterminée dans les deux prochaines années», a-t-il précisé.

M. Serry a espéré que ce projet d'un Etat palestinien, vivant aux côtés d'Israël dans la paix et la sécurité, appuyé par la commu-



Pour Fayyad, la création d'un État palestinien est indispensable pour la stabilité de la

nauté internationale, devienne une réalité.

Le chef du gouvernement palestinien Salam Fayyad avait, rappelle-t-on, présenté mardi un programme d'action prévoyant la création d'ici à 2011 d'un Etat palestinien souverain et indépendant, en dépit de l'occupation israélienne, et ce pour «hâter» sa fin.

M. Fayyad a affirmé que la création d'un Etat palestinien souverain était «indispensable» pour la sécurité et la sta-

bilité de la région. Il a réitéré que Selon Fayyad, malgré la menace que pose la poursuite de la colonisation israélienne au règlement basé sur deux Etats, son gouvernement reste «attaché» aux programmes de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et de l'Autorité palestinienne pour créer l'Etat palestinien indépendant avec comme capitale El-Qods.

L'armée israélienne interdit les émissions d'une radio palestinienne

L'armée d'occupation israélienne a fait fermer, ce mardi, la radio palestinienne «Beitlehem 2000» après avoir fait incursion dans ses locaux et saisi ses émetteurs, a annoncé la station mercredi. Lors d'une incursion mardi soir à Beït-Jala, une localité jouxtant Beitlehem, en Cisjordanie occupée, des soldats israéliens ont fait démanteler les émetteurs avant de les confisquer, indique la direction de cette station privée qui condamne une agression israélienne contre la liberté de la presse. Un technicien de la station présent sur place a affirmé que les militaires israéliens l'avaient «mis en garde contre une reprise de la diffusion», ajoute la radio dans un communiqué. Créée en 1996, «Beitlehem 2000» est une des radios palestiniennes privées les plus populaires en Cisjordanie.

IRAK**Mort, en Iran, du leader chiïte irakien Abdel Aziz al-Hakim**

Le chef d'un des principaux partis chiïtes d'Irak, Abdel Aziz al-Hakim, atteint d'un cancer du poumon, est décédé hier à Téhéran à l'âge de 60 ans, deux jours après l'annonce d'une coalition pour les législatives de janvier à laquelle il avait œuvré.

Le chef du Conseil suprême islamique d'Irak (CSII) «est mort il y a quelques minutes après une bataille de 28 mois contre le cancer», a déclaré à l'AFP à Téhéran son fils Mohsen al-Hakim, présent à son chevet.

Citant le médecin ayant traité M. Hakim, la télévision d'Etat a affirmé qu'il était mort à 14h40 (10h10 GMT). «L'état avancé du cancer avait affecté son foie, son cerveau et ses os», a poursuivi la télévision. Son frère Ammar était également présent auprès de son père qui avait été transporté le 22 août d'urgence à l'hôpital après une brusque détérioration de son état.

Fumeur invétéré, il se trouvait depuis quatre mois en Iran pour traiter son cancer du poumon.

Selon Abbas al-Amari, le directeur du bureau de Houmam al-Hammoudi, un cadre du CSII en Irak, le corps de Abdel Aziz al-Hakim sera transféré mercredi en Irak.

«Le corps du chef du Conseil suprême islamique d'Irak sera transféré à Najaf (160 km au sud de Bagdad) et les détails de la cérémonie de deuil seront annon-

cés en temps voulu», a précisé son fils, cité par l'agence iranienne Fars.

M. Hakim «était un grand frère, un puissant soutien dans la lutte contre l'ancien régime et un acteur important dans le processus de construction du nouvel Irak. Sa mort, dans la situation délicate actuelle, est une grande perte pour l'Irak», a réagi à Bagdad le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki dans un communiqué.

Le chef du CSII décède deux jours après l'annonce de la formation d'une large coalition chiïte, l'Alliance nationale irakienne (ANI), qui se présentera aux élections législatives de janvier. Le parti Dawa de M. Maliki a toutefois fait le pari de briser l'alliance chiïte sacrée en ne rejoignant pas l'ANI.

«Son travail est désormais reconnu», a souligné l'ambassadeur iranien à Bagdad, Hassan Kazemi Qomi, assurant que M. Hakim, malgré la maladie, avait été «l'un des principaux organisateurs» de l'ANI. Malgré la formation de cette coalition, Abdel Aziz al-Hakim, qui fut le rival de M. Maliki, laisse derrière lui un parti affaibli

et plongé dans une lutte interne pour sa succession.

Depuis les législatives de 2005, le CSII a perdu du terrain face à la formation de Nouri al-Maliki, sorti grand vainqueur des élections provinciales de fin janvier. La maladie de M. Hakim a également entraîné une lutte pour le pouvoir. Il a choisi l'un de

ses fils, Ammar, comme successeur, mais les cadres du mouvement comme Adel Abdel Mehdi, le vice-président irakien, ou Hadi al-Amari, le chef de l'organisation Badr, refusent cette option.

«Je n'ai pas l'intention de me désigner moi-même, mais j'accepterai si on me le demande», a souligné à

l'AFP Ammar al-Hakim.

Le CSII, a été fondé en 1982 en Iran en pleine guerre entre les deux pays.

M. Hakim en a pris les rênes en septembre 2003, à la mort de son frère l'ayatollah Mohammad Baqer al-Hakim dans un attentat.

Il avait vécu 23 ans en exil, notamment en Iran, où il avait commandé la

branche armée de son mouvement, la brigade Badr.

Cette milice avait été accusée par les Etats-Unis de faire le jeu de l'Iran en Irak, alors que les sunnites la rendait responsable de massacres lors des heurts confessionnels qui ont plongé le pays dans le chaos entre 2005 et 2007.

AFGHANISTAN**Le bilan de l'attentat de Kandahar s'alourdit**

Le bilan de l'attentat au camion piégé mardi soir à Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, s'est alourdi, passant de 36 à au moins 40 morts et 65 blessés, a annoncé la police, hier. Une attaque dont les talibans ont nié la responsabilité.

Il s'agit de l'attentat le plus meurtrier en Afghanistan depuis l'attaque suicide visant l'ambassade de l'Inde à Kaboul, le 7 juillet 2008, où 60 personnes avaient péri. «C'était un camion piégé et en tout 40 à 41 personnes ont péri et au moins 65 ont été blessées», a déclaré mercredi à l'AFP le général Ghulam Ali Wahdat, chef de la police pour le sud, qui accuse les talibans d'avoir perpétré l'attaque.

Des informations initiales faisaient état d'un attentat perpétré par un kamikaze, mais les investigations n'ont pas permis de vérifier cette hypothèse, selon la même source. La grande ville de Kandahar et sa province, dont elle est la capitale, sont l'un des bastions des talibans qui avaient fait de la cité

leur capitale lorsqu'ils étaient au pouvoir, entre 1996 et 2001. Un porte-parole habituel des talibans, Yousuf Ahmadi, a nié que ses hommes aient mené l'attaque. «Nous ne sommes pas responsables de l'explosion à Kandahar.

Ce n'est pas notre œuvre. Nous condamnons fermement cette attaque», a-t-il dit au téléphone à l'AFP. Les talibans nient parfois leur implication dans des attentats qui tuent des civils. La bombe a explosé peu après 19h00 (14h30 GMT), dans une rue très passante du centre-ville, alors que les habitants se préparaient à rompre le jeûne du Ramadan, près d'un vaste complexe comportant une salle de réception pour mariages, des boutiques, un hôtel, des bâtiments administratifs, juste à côté d'une société de construction japonaise.

L'explosion avait détruit portes et fenêtres dans un rayon d'un kilomètre, augmentant encore le nombre de victimes, selon Ahmad Wali Karzaï, chef du conseil provincial de Kandahar et frère du président afghan Hamid

Karzaï. Quelques heures après l'attentat, les autorités avaient recensé 36 morts, tous civils.

Au moins dix bâtiments résidentiels ont été ravagés par l'explosion, énorme selon les témoins, et les secours — forces de sécurité afghanes et internationales — s'efforçaient, dans la nuit tombée, de dégager les civils coincés sous les décombres.

L'attaque a eu lieu moins de deux heures après l'annonce par la Commission électorale afghane de premiers résultats, très partiels, de l'élection présidentielle qui s'est tenue jeudi dernier.

Ces premiers résultats, portant sur moins de 10 % des suffrages exprimés, montraient M. Karzaï, qui est originaire de la province de Kandahar, et son principal rival, l'ancien ministre des Affaires étrangères Abdullah Abdullah, au coude-à-coude, avec un léger avantage pour le sortant.

La participation a été très faible aux élections à Kandahar, touchée par une vingtaine de roquettes à l'aube du scrutin.